

Péto-Canada

Les avis sont partagés dans l'opposition au sujet de Péto-Canada. Certains croient que son capital nominal est trop élevé, d'autres qu'il ne l'est pas assez. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) dit qu'il est beaucoup trop élevé, que la société est surfinancée; le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) estime que la société est trop faible, que son capital est insignifiant et ne sera pas suffisant. Quelle est la position officielle de la loyale opposition de Sa Majesté? Certains députés de l'opposition voient dans la création de la société un grand complot pour nationaliser l'industrie pétrolière; d'autres, un plan pour grossir les rangs des fonctionnaires. Assurément, c'est l'argument le plus farfelu que le comité ait entendu.

A mon avis, Péto-Canada occupera dans l'industrie pétrolière une position semblable à celle d'Eldorado dans l'industrie de l'uranium. Eldorado est un producteur important d'uranium bien qu'il ne soit pas un des géants comme Denison ou Rio Algom. Les grandes entreprises considèrent Eldorado comme une entreprise importante mais non pas un concurrent dangereux. Certains députés de l'opposition ont prétendu que Péto-Canada menacerait l'existence d'autres entreprises semblables. Eldorado nucléaire produit de grandes quantités d'uranium et joue un rôle important dans l'industrie de l'uranium. Je le répète, nous croyons que Péto-Canada sera à l'industrie du pétrole et du gaz ce que Eldorado nucléaire est à l'industrie de l'uranium. Eldorado compte entreprendre de vastes travaux de prospection cette année. Le comité permanent a été saisi de ses crédits au début de l'année.

Du seul fait de l'existence d'Eldorado, le gouvernement fédéral dispose de spécialistes de la production d'uranium qu'il peut consulter au besoin. Autrefois, à l'époque des excédents d'énergie, peu importait que les sociétés de la Couronne aient des experts en matière d'uranium ou d'énergie en général. Mais les circonstances ont changé et aujourd'hui, il importe d'en avoir. L'automne dernier, les sociétés privées ont demandé au gouvernement fédéral de participer à l'entreprise Syncrude. Il importe que nos sociétés de la Couronne engagent des personnes au fait des questions techniques; de cette façon le gouvernement aura des experts à son service. Aussi, il est clair que Péto-Canada devra remplir le rôle dans l'industrie du pétrole et du gaz qu'Eldorado joue dans l'industrie de la production de l'uranium.

Le bill insiste sur l'importance de l'exploration et de la mise en valeur de nouvelles réserves. Nous avons exploité de nouvelles sources d'énergie grâce à des sociétés comme Panarctic, dont le gouvernement fédéral détient 45 p. 100 des actions. Cette société a mis en valeur 13 billions de pieds cubes de gaz naturel dans les îles de l'Arctique. Il va sans dire que ce gaz jouera un rôle important dans notre avenir. En outre, nous envisageons des entreprises conjointes avec de petites sociétés canadiennes qui veulent prospecter mais qui n'en ont pas les moyens. Péto-Canada sera impliquée dans ces entreprises conjointes, et en disant cela, je pense immédiatement aux projets comme Syncrude où le besoin de la participation du gouvernement se fait sentir.

Il y a quelques semaines, lors de la conférence nationale sur l'énergie, le gouvernement a annoncé que d'ici à dix ans, il devra consacrer 115 milliards de dollars de 1974 à la mise en valeur du secteur énergétique de l'économie. On me dit que de ces 115 milliards de dollars d'immobilisations, environ 49 milliards seront destinés à des installations électriques, dont 20 milliards à l'énergie nucléaire et aux usines d'eau lourde nécessaires. Le secteur pétrolier, et ceci affectera Péto-Canada même si son mandat ne se

limite pas au pétrole, aura besoin d'environ 59 milliards de dollars, dont 21 milliards seront consacrés à la construction de pipelines, et environ 38 milliards, à l'exploration, à la mise en valeur, au raffinage et à la commercialisation. L'exploration et la mise en valeur nécessiteront environ 21 milliards de dollars, et 8 milliards seront affectés aux projets des sables bitumineux. On prévoit que la mise en valeur des mines de charbon et d'uranium nécessitera environ 5 milliards, et la construction d'usines de gazéification du charbon, environ 2 milliards.

De toute évidence, nous aurons besoin de sommes considérables. Nous ne voulons pas que les sociétés pétrolières multinationales avancent l'argent; nous voulons que les Canadiens aient la chance de participer directement par leur gouvernement et que les petites sociétés canadiennes participent à cette mise en valeur par les entreprises conjointes. La recherche et l'exploitation d'énergie sera une autre activité importante de la société. La question est pour nous d'un intérêt capital et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources annoncera bientôt une nouvelle relative à la recherche et au développement dans le domaine de l'énergie.

En conclusion, le bill est important parce qu'il permet aux Canadiens, par la création de Péto-Canada, de faire sentir leur présence dans l'industrie pétrolière. Il est aussi important pour encourager la prospection et l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz qui peuvent exister dans le haut Arctique, au large des côtes et dans les sables bitumineux. Il importe que la recherche et le développement s'effectuent sous l'égide d'une société nationale des pétroles. C'est pourquoi la perspective de l'adoption du bill ce soir me réjouit, car nous pourrions mettre en marche les travaux que nous voulons accomplir.

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je saisis avec plaisir l'occasion de prendre part au débat sur le bill C-8 qui tend à créer une société nationale des pétroles appelée Péto-Canada. Le débat à l'étape de la deuxième lecture s'est quelque peu prolongé à cause surtout de l'opposition des conservateurs. Je m'attacherai à parler des parties du bill qui se rapportent à l'ensemble de la question de l'énergie au Canada.

● (1600)

Les trois éléments de la politique nationale de l'énergie, que nous n'avons pas encore à cause des politiques erronées des gouvernements libéraux et conservateurs précédents, doivent assurer un approvisionnement suffisant et sûr, des prix raisonnables et permettre aux Canadiens, par l'intermédiaire de leur gouvernement, d'obtenir directement leur part des richesses tirées de nos ressources. Le gouvernement actuel a échoué lamentablement et n'a pas su instaurer ces principes fondamentaux d'une politique énergétique nationale.

Les origines de ce bill remontent au dernier gouvernement minoritaire lorsque le Nouveau parti démocratique, qui était à la charnière des partis, a pu faire pression sur le gouvernement pour qu'il prenne des mesures après tant d'années de négligence qui ont vu notre industrie pétrolière achetée peu à peu par des compagnies étrangères, tant et si bien qu'elles appartiennent maintenant à 90 p. 100 à des étrangers. Aujourd'hui, les Canadiens payent très cher pour l'erreur qu'on a commise de laisser les sociétés multinationales mettre la main sur cette ressource vitale. Nous payons très cher, non seulement en ce qui concerne le prix du gaz et du pétrole, du fuel domestique et du gaz naturel, mais également en ce qui concerne nos futurs approvisionnements.